La rose et l'école

Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

Ismail Ferhat*

** Enseignant d'histoire ; doctorant au CHSP/Sciences Po Paris*

Le socialisme français a traditionnellement donné une grande importance aux questions éducatives, dès son émergence au XIX[ème] siècle. De par sa culture républicaine, son attachement à l'émancipation par le savoir, mais aussi par sa composition sociale enracinée dans l'école, la SFIO puis le Parti socialiste (PS) ont accordé la « priorité des priorités à l'Education nationale », selon une expression du programme de la FGDS (fédération de la gauche démocrate et socialiste) en 1965.

Cette priorité affirmée n'a cependant pas épuisé la question des projets pour l'école des socialistes, particulièrement depuis le congrès d'Epinay. En effet, à la volonté d'embrasser l'ensemble de l'Education nationale, dans un cadre ambitieux et global, se sont substitués une relative fragmentation et un questionnement croissant des positions du PS dans ce domaine. De même, ces projets ont été affectés par les évolutions du système éducatif depuis les Trente Glorieuses. Dès lors, quelle école souhaitent les socialistes ? Quelles ont été les lignes de force des programmes en matière scolaire du PS ? Cette note souhaite aborder l'évolution des projets scolaires (entendus hors enseignement supérieur) du PS depuis 1971 jusqu'à la « gauche plurielle ». Elle distingue trois périodes : l'ère des programmes éducatifs globaux dans les années 1970 autour du projet « Libérer l'école », l'épreuve du pouvoir pour les propositions en matière scolaire du PS de 1981 à 1993, et enfin les nouveaux défis et les forces contradictoires qui s'exercent sur la réflexion en matière éducative du PS des années 1990 jusqu'à la fin de la gauche plurielle.

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

« Ecole libératrice » ou « libérer l'école » ? Les sources complexes des projets scolaires socialistes (1971-1981)

Les positions en matière éducative du PS sont le fruit d'une triple matrice historique, dont les différentes strates coexistent de manière variable selon les périodes étudiées. Influence la plus ancienne, la culture républicaine, portant l'idée d'un enseignement émancipateur du peuple, sous-tend profondément les cultures de gauche pour l'école, mais aussi le monde et le syndicalisme enseignants. La revue du SNI, syndicat majoritaire des instituteurs jusqu'en 1992, s'intitulait d'ailleurs significativement *L'école libératrice*. Seconde strate historique, le « plan Langevin-Wallon » (1947) constitue une référence incontournable des projets éducatifs de la gauche française. Il propose une réforme complète du système éducatif, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Celle-ci passe par la refonte de l'enseignement obligatoire, allongé jusqu'à 18 ans, autour de trois cycles scolaires, et l'unification du statut des enseignants y intervenant. Dernière strate, l'influence complexe de Mai 68, notamment par la remise en cause de l'institution scolaire, est un élément important de la réflexion éducative de gauche contemporaine[1]. Cette influence soixante-huitarde imprègne profondément le Parti socialiste, ainsi *via* la notion de « reproduction », élaborée par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, ou la volonté de donner plus de place aux acteurs locaux. Cependant, y compris au sein du Parti socialiste, la remise en cause de l'école par Mai 68 a suscité des réticences. Louis Mexandeau, co-responsable du secteur « Education » du Parti (1975-1981), critiquait par exemple sévèrement la remise en cause de l'institution scolaire par la « deuxième gauche » rocardienne[2]. La prégnance des autres héritages (culture républicaine, projets de démocratisation de l'école) a en effet joué comme un fonds commun qui ressurgit régulièrement dans les rangs socialistes, profondément attachés à « l'odeur républicaine de l'encre et de la craie »[3].

Autre source d'influence pour le Parti socialiste en matière éducative, le syndicalisme enseignant a longtemps constitué un milieu sociologiquement et

1. Antoine Prost, « Mai 68 : fin ou commencement ? », *in* Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky (dir.), *1968 entre libération et libéralisation. La grande bifurcation*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp.107-113.
2. Louis Mexandeau, « L'école et le nivellement culturel », *Le Matin*, 17 juin 1980.
3. Henri Emmanuelli, 26 mars 1994.

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

culturellement proche de lui. Le PS – comme la SFIO auparavant – a eu des liens étroits avec la FEN, fédération largement dominante dans les personnels de l'Education nationale jusqu'en 1992. Du fait de cette proximité, le PS était un champ de luttes entre les principales forces du syndicalisme enseignant, SNI (instituteurs), SNES (professeurs du secondaire), SGEN (syndicat enseignant de la CFDT). Dans les années 1970, le conflit s'est cristallisé sur le collège : pour le SNI et la majorité de la FEN, il fallait organiser « l'école fondamentale », c'est-à-dire un ensemble comprenant l'école primaire et le collège. Au SNES, le projet de réforme était « l'école progressive », qui mettait l'accent sur le caractère spécifique de chaque degré d'enseignement (école, collège, lycée). Or, certains syndicalistes du SNI et du SNES agissent directement auprès, voire au sein même du parti pour promouvoir leurs projets éducatifs.

Jusqu'au congrès de Pau de 1975, le Parti socialiste n'a pas de secteur « Education » structuré, laissant libre cours à la concurrence entre courants et entre syndicats enseignants en matière scolaire. Après Pau, le Parti socialiste se dote d'une structure spécifique pour les questions éducatives, la Délégation nationale à l'Education nationale, codirigée par Louis Mexandeau (qui gère en réalité la structure) et Roger Quilliot. Celle-ci fournit un important travail pour offrir au Parti un programme éducatif global, allant de la maternelle à l'enseignement supérieur, en passant par la formation professionnelle. Ce projet, édité en 1977, s'intitule « Libérer l'école ». Il fait la synthèse entre les différences strates et sources en matière éducative du socialisme français, avec des thèmes traditionnels de la gauche comme la priorité politique et financière à l'éducation, la démocratisation de l'école, la laïcité. Des orientations nouvelles sont affirmées, ainsi la prise en compte des phénomènes socioculturels à l'œuvre à l'école (particulièrement la reproduction sociale), l'ouverture sur l'extérieur de l'institution scolaire ou la reconnaissance des cultures régionales.

D'autres mesures marquent ce projet, notamment l'établissement d'une « école de base » – reprenant le projet du SNI – liant primaire et collège, et la démocratisation de l'accès au lycée et au supérieur. Le projet de 1977 constitue de ce point de vue une synthèse originale entre différents registres, dont la cohabitation n'est pas toujours simple : ainsi, la question de l'école privée est de plus en plus source de

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

clivages au sein du Parti socialiste des années 1970. La volonté de décentraliser et de transformer l'Education nationale suscite des réticences parmi les enseignants socialistes eux-mêmes. Enfin, « l'école de base » soulève le rejet d'une grande partie des professeurs du secondaire, qui y voient une « primarisation » du collège.

Les projets scolaires du Parti socialiste à l'épreuve du pouvoir et des mutations (1981-1993)

En 1981, la victoire de la gauche constitue, dans l'Education nationale comme dans les autres domaines de politiques publiques, une rupture indéniable. En effet, l'application concrète du programme éducatif du Parti socialiste par les gouvernements de gauche constitue un enjeu aussi important que complexe. Les changements effectués avec l'arrivée d'Alain Savary rue de Grenelle sont indéniables : création des zones d'éducation prioritaire (ZEP) dès juillet 1981, lancement de grandes missions de réflexion (« mission Legrand » sur le collège, « mission Prost » sur le lycée et « mission de Peretti » sur la formation des enseignants)… De même, la perspective de la décentralisation du système éducatif est ouverte à partir de 1982. D'un point de vue quantitatif, la gauche au pouvoir effectue une ouverture considérable de l'accès au lycée[4] et à l'enseignement supérieur. Ce mouvement est matérialisé par l'objectif des 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat fixé par Jean-Pierre Chevènement en 1985, et par un effort financier soutenu pour l'Education nationale.

Cependant, l'expérience du pouvoir constitue une épreuve pour les projets éducatifs du Parti socialiste, soumis à la nécessité de légitimer les politiques gouvernementales, au prix de l'abandon de certains aspects du programme de 1977. Exemple le plus connu, le Parti renonce à la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat entre 1981 et 1984 (au prix de divisions internes au PS sur la laïcité). Celui-ci craint en effet le caractère potentiellement dévastateur de la question dans l'opinion et l'électorat. D'autres aspects importants de son projet éducatif ont aussi

4. Guy Lapostolle, *La Démocratisation de l'enseignement secondaire sous les deux septennats de François Mitterrand*, thèse d'histoire, Université de Bourgogne, 2004.

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

été abandonnés à l'aune du pouvoir. C'est en particulier le cas de « l'école fondamentale » à laquelle le Parti socialiste renonce à partir de 1983[5]. La nécessité pour le Parti de défendre les politiques éducatives du gouvernement (rappelée par Lionel Jospin[6]) passe ainsi par l'affaiblissement du rôle de ses projets sur l'école, au risque de dévitaliser les liens avec les acteurs éducatifs. Or, le Parti est confronté dans les années 1980 à l'émergence de nouvelles configurations d'acteurs dans le champ éducatif. Le camp laïc connaît une érosion et des divisions croissantes après 1984, la Ligue de l'enseignement se tournant vers une laïcité dite « ouverte ». Dans le même temps, les « consommateurs d'école » (selon un concept du sociologue Robert Ballion) deviennent des acteurs éducatifs, mais aussi sociaux et politiques, incontournables.

De manière symptomatique à partir des années 1980, le Parti socialiste privilégie, sur les thèmes scolaires, les colloques ou les rencontres, événements dont la forme ouverte, participative et interrogative permet de faire rencontrer des acteurs éducatifs de plus en plus divers et de ne pas prendre une position tranchée et globalisante sur l'école. Symbole de ce questionnement croissant, le grand colloque socialiste de 1985, « La société et son école », souligne les difficultés du Parti socialiste à (re)définir un projet éducatif global. Entre la volonté de « restauration » d'une école républicaine (chez Jean-Pierre Chevènement ou Jean Poperen) et les thématiques réformistes en matière éducative, les différences s'accroissent au sein du Parti. Le point de consensus se situe désormais surtout dans l'effort financier de la nation en faveur de l'école, et l'objectif de « démocratisation du système éducatif » – notion par ailleurs polysémique.

Il faut attendre 1987, soit dix ans après « Libérer l'école », pour que le Parti socialiste renoue avec la volonté d'un programme scolaire global. Il s'agit du résultat des négociations menées par le secrétariat national à l'Education du Parti (1987-1988), dirigé par Laurent Fabius, et la majorité de la FEN, dont les résultats sont exposés lors d'une conférence de presse[7]. Le projet socialiste comprend une loi de

5. L'école fondamentale est absente du colloque organisé par le PS à Paris, « Quelle école pour les 11-15 ans ? », le 26 et 27 mai 1983.
6. Circulaire du PS, « Les socialistes et l'école publique », 30 août 1984 (archives du Parti socialiste, Fondation Jean-Jaurès).
7. Conférence de presse de Lionel Jospin et Laurent Fabius sur le projet socialiste en matière d'éducation, 9 novembre 1987.

programmation décennale (1990-2000), une forte augmentation des moyens dévolus à l'Education nationale, une revalorisation des métiers enseignants couplée à une transformation des modes de travail. L'objectif affiché est la démocratisation du système éducatif, de l'école primaire à l'université.

Là aussi, l'expérience du pouvoir conduit à ne pas appliquer le projet éducatif du parti. La rivalité entre Laurent Fabius et Lionel Jospin, qui éclate avec force après 1988, pèse sur le destin de ce programme. Le ministre de l'Education nationale, Lionel Jospin, pour une série de raisons complexes, choisit de ne pas appliquer l'aspect central du projet négocié avec la FEN, à savoir le lien entre la revalorisation des enseignants et la nécessité pour eux de « travailler autrement ». De plus, il abandonne un autre aspect important du projet de 1987-88, la mise en place d'un enseignant de collège – liant mécaniquement le collège à un grand secondaire commun avec le lycée. Ce point est d'ailleurs source de tensions avec Michel Rocard, qui était initialement en faveur d'un « professeur de collège ». Lionel Jospin entreprend des changements majeurs inspirés en partie du projet : l'égalité des enseignants du primaire et du secondaire, formés dans les mêmes instituts (IUFM), l'élaboration d'une loi d'orientation pour l'éducation en 1989… Comme après 1981 cependant, les politiques éducatives ont d'abord été menées par le Cabinet et les experts d'Etat, largement autonomes vis-à-vis de la plateforme programmatique du PS. Dans le même temps, « l'affaire du foulard islamique », qui éclate dans un collège de Creil (Oise) en 1989, divise profondément les socialistes. Elle dépasse en effet le conflit traditionnel entre la laïcité et l'Eglise catholique (auquel les socialistes étaient accoutumés) pour poser la question de la place de l'islam à l'école – voire dans la société française elle-même.

Le Parti socialiste aurait-il « perdu l'école » ? (1993-2002)

L'année 1992-1993 constitue une double rupture pour le Parti socialiste : politiquement divisé après le congrès de Rennes de 1990, il subit deux désastres électoraux aux élections législatives de 1993 et aux européennes de 1994. Dans le domaine éducatif, le Parti socialiste se voit perturbé dans ses relations au monde enseignant, avec la scission de la FEN en 1992, supplantée dès 1993 par la nouvelle

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

Fédération syndicale unitaire (FSU, fondée par les exclus ou démissionnaires de la FEN). Pour la première fois de son histoire, le mouvement socialiste français n'a plus pour partenaire la force syndicale majoritaire de l'Education nationale. La question de l'école et de la laïcité est brièvement rouverte lors de la mobilisation contre la révision de la loi Falloux[8], sans pour autant entraîner la réapparition d'un programme global.

Dans ce contexte nouveau, le Parti socialiste voit s'aggraver les tensions et les contradictions autour de ses projets en matière éducative. Ceux-ci doivent-ils satisfaire l'opinion publique, en particulier les « consommateurs d'école », par exemple sur la question devenue sensible de la « carte scolaire » ? Le Parti doit-il au contraire privilégier sa relation historique – mais chahutée – au monde enseignant, dont une partie est déstabilisée par les mutations du système éducatif ? Les tensions croissantes entre les différents acteurs éducatifs (parents et enseignants, Education nationale et marché scolaire, « républicains » partisans de la tradition contre « pédagogues » souhaitant transformer l'école) rendent encore plus difficile la mise en place d'un projet global du PS en matière scolaire. Comme le note Lionel Jospin, « l'école autour de laquelle nous voudrions créer un consensus chez les Français est en réalité l'enjeu d'un formidable débat »[9]. Le Parti socialiste tente, ainsi dans la contribution du secrétaire national à l'Education Henri Weber au congrès de Liévin en 1994, d'« imaginer le système éducatif du XXI^{ème} siècle ». Mais cette volonté n'entraîne pas un projet éducatif de l'ampleur et de l'ambition de celui de 1977, ne serait-ce que parce le PS doit aussi défendre les mesures qu'il a déjà appliquées au gouvernement. De fait, les publications, propositions et réflexions du Parti se concentrent sur quelques thématiques dans les années 1990 : l'éducation prioritaire, l'effort financier pour l'éducation, l'échec scolaire, et plus encore « l'égalité des chances » qui devient un thème récurrent des projets du Parti. Selon le journaliste Emmanuel Davidenkoff, les socialistes auraient progressivement « perdu l'école » dans les années 1990, à cause d'une incapacité croissante à s'adresser à l'ensemble

8. « La guerre scolaire repart », *Vendredi*, 14 janvier 1994.
9. Intervention au congrès national de l'Arche de la Défense, 13-15 décembre 1991.

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

de la société française et à fournir par la même occasion un programme global, et donc émancipateur, pour l'Education nationale[10]. Une partie des socialistes exprime un malaise devant cette fragmentation de leur pensée éducative, lors de la Convention nationale du 30 juin 1996 à la Villette et du « débat national sur l'éducation » le 8 mars 1997. En effet, pour le Parti socialiste, « quel est le rôle de l'école »[11] désormais, alors que s'accroît la « fracture scolaire »[12] dans la société française ?

L'expérience ministérielle de Claude Allègre de 1997 à 2000 a renforcé cette crainte du PS à élaborer et porter un projet éducatif global et audacieux. Membre du cabinet de Lionel Jospin de 1988 à 1992, Claude Allègre souhaite en effet réformer en priorité le lycée, selon lui « la partie la plus fragile de notre enseignement, (…) au nœud des difficultés actuelles d'une société en mutation » (convention nationale du PS du 17 octobre 1998). Ses déclarations tranchantes et ses relations explosives avec la majorité des syndicats du secondaire entraînent dès lors une crise sans précédent entre le monde enseignant et le gouvernement de gauche, puis son départ en 2000[13]. Le Parti socialiste, déstabilisé par cet épisode, évite dès lors d'aborder de manière tranchée les questions éducatives, perçues comme politiquement coûteuses. Quelques événements sont organisés, comme les colloques « L'école et l'égalité », du 24-25 octobre 1998 et « Education et formation » du 13 octobre 2001. De même, la direction du PS, lors du conseil national du 27 janvier 2001, souhaite organiser un colloque sur « un projet éducatif global » (propos réaffirmés le 17 novembre 2001). C'est le signe que les socialistes ont conscience de la progressive fragmentation de leurs propositions éducatives. Laurent Fabius souligne ainsi, lors de ce conseil du 27 janvier 2011, combien l'école, autrefois au cœur de la culture socialiste, semble avoir perdu de son importance au sein de celle-ci.

10. Emmanuel Davidenkoff, *Comment la gauche a perdu l'école*, Paris : Hachette, 2003.
11. « Les missions de l'école », *Vendredi*, 18 mars 1994.
12. Jean-Claude Fortier (délégué national à l'éducation), *Vendredi*, 16 février 1996.
13. Annette Bon et Antoine Prost, « "Le moment Allègre (1997-2000)" De la réforme de l'Education nationale au soulèvement », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 110, février 2011, pp. 123-145.

La rose et l'école. Quel projet scolaire pour le PS (1971-2002) ?

Conclusion

Le choc du 21 avril 2002, où a pesé la défection partielle de l'électorat enseignant vis-à-vis du Parti socialiste, a renforcé la gêne relative de celui-ci pour parler d'éducation[14]. Cependant, la production de plusieurs textes ambitieux (*Priorité à l'avenir* en 2007, *Convention sur l'égalité réelle* en 2010) et l'accent mis par les socialistes depuis l'élection présidentielle de 2007 sur l'école nuancent la disparition de tout projet éducatif au sein du PS. Certes, l'ambition globale qui était celle des années 1970 semble aujourd'hui désuète. Il est vrai que les malentendus accumulés entre monde enseignant et PS n'ont pas simplifié la production de plateformes programmatiques audacieuses, de même que les questions centrifuges et déterminantes de « consommateurs d'école », de carte scolaire ou du rôle des collectivités locales déstabilisent les socialistes.

Au-delà de cette actualité cependant, les projets scolaires du Parti socialiste ont suivi des lignes de force remarquablement stables depuis les années 1970. Les trois matrices de ceux-ci (culture républicaine, démocratisation de l'école, Mai 68) continuent en effet d'influencer les propositions des socialistes en matière scolaire, et se combinent selon des configurations renouvelées. De « Libérer l'école » en 1977 à « l'égalité réelle » dans les années 2000, ces tensions créatrices parcourent les rapports riches et passionnés entre le socialisme français et l'Education nationale.

14. Pierre Frackowiak, « La gauche aime-t-elle encore l'école ? », *Cahiers pédagogiques*, 27/08/2007.